



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Ressources - Budget principal et budgets annexes - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2021 - Autorisation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Président est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.5217-10-9 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2021, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2021, sont retracées dans les tableaux suivants :

A noter que le montant des crédits provisoires du budget principal a été calculé en agrégeant les crédits 2020 du budget principal et du budget annexe transport.

Budget Principal

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
930	Services généraux	42 757 888	42 757 888
931	Sécurité et salubrité publique	21 726 403	21 726 403
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	98 521 763	98 521 763
934	Santé et action sociale	550 188	550 188
935	Aménagement des territoires et habitat	29 255 968	29 255 968
936	Action économique	19 466 115	19 466 115
937	Environnement	116 207 825	116 207 825
938	Transports	144 838 928	144 838 928
940	Impositions directes	23 337 349	23 337 349
943	Opérations financières	11 245 000	11 245 000
946	Transferts entre les sections	87 638 563	87 638 563
Total		595 545 990	595 545 990

Budget annexe Assainissement

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	3 745 012	3 745 012
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 058 500	3 058 500
65	Autres charges de gestion courante	552 479	552 479
66	Charges financières	2 700 500	2 700 500
67	Charges exceptionnelles	674 808	674 808
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	9 982 000	9 982 000
Total		20 713 298	20 713 298

Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	5 250	5 250
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 000	45 000
65	Autres charges de gestion courante	1 000	1 000
67	Charges exceptionnelles	1 000	1 000
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 900	5 900
Total		58 150	58 150

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	672 500	672 500
012	Charges de personnel et frais assimilés	105 000	105 000
67	Charges exceptionnelles	1 000	1 000
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 000	8 000
Total		786 500	786 500

Budget annexe Eau Potable

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	1 020 250	1 020 250
012	Charges de personnel et frais assimilés	118 500	118 500
65	Autres charges de gestion courante	64 080	64 080
67	Charges exceptionnelles	85 786	85 786
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 500	7 500
Total		1 296 116	1 296 116

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2021, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2021, est retracée dans les tableaux suivants :

A noter que le montant des crédits provisoires du budget principal a été calculé en agrégeant les crédits 2020 du budget principal et du budget annexe transport.

Budget Principal

Fonction et Libellé		Crédits votés en 2020		1/4*	1/3	Ouverture de crédits 2021
900	Services généraux	hors AP	8 098 293	2 024 573		4 746 191
		en AP	8 164 853		2 721 618	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 327 393	331 848		331 848
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	15 894 959	3 973 740		15 137 160
		en AP	33 490 259		11 163 420	
904	Santé et action sociale	hors AP	23 000	5 750		5 750
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	28 649 337	7 162 334		19 801 716
		en AP	37 918 144		12 639 381	
906	Action économique	hors AP	6 568 544	1 642 136		6 232 124
		en AP	13 769 965		4 589 988	
907	Environnement	hors AP	13 782 642	3 445 661		8 756 541
		en AP	15 932 642		5 310 881	
908	Transports*	hors AP	112 006 435	76 226 609		112 011 732
		en AP	107 355 369		35 785 123	
921	Taxes non affectées	hors AP	2 913 141	728 285		728 285
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%) *	hors AP	53 990 000	53 087 000		53 087 000
925	Opérations patrimoniales	hors AP	36 905 273	9 226 318		9 226 318
926	Transferts entre les sections	hors AP	40 515 715	10 128 929		10 128 929
Total			537 305 965	167 983 183	72 210 411	240 193 594

Budget annexe Assainissement

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020		1/4*	1/3	Ouverture de crédits 2021
13	Subventions d'investissement	hors AP	99 000	24 750		24 750
16	Emprunts et dettes assimilées (100%)*	hors AP	5 023 059	5 023 059		5 023 059
20	Immobilisations incorporelles	hors AP	412 122	103 031		103 031
21	Immobilisations corporelles	hors AP	214 536	53 634		53 634
23	Immobilisations en cours	hors AP	18 897 127	4 724 282		6 726 682
		en AP	6 007 200		2 002 400	
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	hors AP	3 020 000	755 000		755 000
041	Opérations patrimoniales	hors AP	111 000	27 750		27 750
Total			33 784 044	10 711 505	2 002 400	12 713 905

Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
13	Subventions d'investissement	3 000	750
21	Immobilisations corporelles	18 133	4 533
Total		21 133	5 283

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
20	Immobilisations incorporelles	10 000	2 500
21	Immobilisations corporelles	2 519 303	629 826
Total		2 529 303	632 326

Budget annexe Eau Potable

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
20	Immobilisations incorporelles	1 547 070	386 768
21	Immobilisations corporelles	2 435 551	608 888
23	Immobilisations en cours	1 662 809	415 702
Total		5 645 430	1 411 358

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150972-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.